La " sororité " à l'épreuve - pratiquer l'internationalisme féministe au lendemain de la guerre froide

Ioana Cirstocea

▶ **To cite this version:**

Ioana Cirstocea. La " sororité " à l'épreuve - pratiquer l'internationalisme féministe au lendemain de la guerre froide. 2013. hal-00987403

HAL Id: hal-00987403
https://hal.science/hal-00987403

Preprint submitted on 6 May 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La « sororité » à l'épreuve – pratiquer l'internationalisme féministe au lendemain de la guerre froide

Ioana Cîrstocea
(CNRS, UMR 7363 SAGE Strasbourg)

Exemple par excellence de transnationalisation[1] des solidarités politiques et des pratiques militantes, le féminisme fait partie des thèmes revisités au gré du « tournant post-guerre froide », qui met en avant la porosité des frontières et la multiplicité des circulations entre les deux « blocs » idéologiques[2]. Des recherches ont notamment été consacrées aux contacts entre groupes de femmes situés des deux côtés du Rideau de fer dans le cadre des événements organisés par les institutions internationales, alors que, faute de sources aptes à les documenter, les échanges moins formalisés restent encore peu connus[3]. Notre contribution ne prétend pas combler cette lacune et elle porte d'ailleurs sur des interactions situées en-deçà des limites chronologiques de la guerre froide. Centrée sur la mise en place d'un réseau féministe transatlantique dans les années 1990, elle montre toutefois la persistance du cadrage idéologique « Est vs. Ouest ». En effet, tout en renouvelant l'internationalisme féministe, les actrices des interactions que nous étudions interprètent leur réalité en termes de décalage et de différence, voire de conflit. En même temps, au moment même où la configuration géopolitique bipolaire vient à s'effacer, la catégorie « femmes est-européennes » se construit en support de mobilisation collective et sert à politiser une identité féministe non hégémonique.

L'affirmation internationale du genre après le socialisme

Inscrit dans des logiques à la fois académiques (programmes universitaires de *women's/gender studies*) et associatives (organisations de promotion des droits des femmes appuyées par des programmes de démocratisation), le féminisme traduit dans les pays ex-

[1]Pascale Dufour *et alii* (éds.), *Solidarities beyond Borders: Transnationalizing Women's Movements*, Vancouver-Toronto, UBC Press, 2010; Johanna Siméant, « La transnationalisation de l'action collective », in Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Isabelle Sommier (éds.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 123-143.

[2]Sari Chari, Katherine Verdery, « Thinking between the Posts: Post-colonialism, Post-socialism, and Ethnography after the Cold War », in *Comparative Studies in Society and History*, 2009, 51, 1, pp. 6-34 ; Justine Faure, Sandrine Kott (éds.), « Le Bloc de l'Est en question », dossier thématique de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011, 109.

[3]Raluca Popa, « Translating Equality between Women and Men across Cold War Divides: Women Activists from Hungary and Romania and the Creation of International Women's Year », in Jill Massino, Shana Penn (éds.), *Gender Politics and Everydaylife in State Socialist Eastern and Central Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, pp. 59-74 ; Francisca De Haan, « Continuing Cold War Paradigms in the Western Historiography of Transnational Women's Organizations: the Case of the Women's International Democratic Federation », in *Women's History Review*, 19, 4, 2010, pp. 547-573 ; Karen Garner, *Shaping a Global Women's Agenda: Women's NGOs and Global Governance, 1925-1985*, Manchester, New York, Manchester University Press, 2010 ; Kristen Ghodsee, « Revisiting the International Decade for Women: Brief Reflections on Competing Definitions of Feminism and Cold War Politics from the American Perspective », *Women's Studies International Forum*, 33, 2010, pp. 3-12 ; Melanie Ilic, « Soviet Women, Cultural Exchange and the Women's International Democratic Federation », in Sari Autio-Sarasmo, Katalin Miklossy, *Reassessing Cold War Europe*, Londres, New York, Routledge, 2011, pp. 157-174.

socialistes des processus d'innovation intellectuelle et institutionnelle impulsée par l'affirmation du « genre » comme norme démocratique à prétention universelle et comme outil de gouvernance globale. Marquée par plusieurs événements organisés sous l'égide des Nations Unies, la décennie 1990 est celle de l'institutionnalisation plénière des droits des femmes en tant que droits humains et du *gender mainstreaming* comme principe d'action publique. Différentes recherches conduites dans des contextes nationaux contrastés ont mis en lumière l'importance des dynamiques et des ressources internationales dans les processus de légitimation de ces thématiques dans les pays ex-socialistes, où elles furent envisagées comme moteur de changement démocratique et sont devenues l'objet d'un véritable apprentissage transnational[4].

Nous intéressant à la sociologie de la promotion internationale du genre nous avons nous-même étudié le support accordé par la fondation Soros (Open Society Institute) à la formation intellectuelle des pionnières féministes est-européennes, bénéficiaires de certains de ses programmes d'études ou offres de soutien aux associations militant pour les droits des femmes[5]. En étroite connexion avec l'agent philanthropique, l'action du Network of East-West Women (NEWW) s'est avérée cruciale pour les échanges internationaux autour du genre en Europe postsoviétique. C'est sur la mise en place et sur la composition de ce réseau, voire sur les dispositions et les pratiques de ses fondatrices que nous avons choisi de centrer notre argumentation ici, afin de discuter la construction symbolique de l'opposition « Est-Ouest » et son dépassement par un projet de politique féministe « transversale »[6].

Nous nous appuyons pour conduire notre démonstration notamment sur une enquête menée en automne 2010 aux Etats-Unis, qui comporte une dizaine d'entretiens avec des membres et sympathisantes du NEWW et le dépouillement de ses archives non déposées se trouvant en possession de la présidente fondatrice[7]. Des éléments d'information en

---

[4]Kristen Ghodsee, « Feminism-by-Design : Emerging Capitalisms, Cultural Feminism, and Women's NGOs in Post-socialist Eastern Europe », *Signs. Journal of Women in Culture and Society*, 2004, 29, 3, pp. 727-753; Alexandra Hrycak, « Foundation Feminism and the Articulation of Hybrid Feminisms in Post-Socialist Ukraine », *East-European Politics and Societies*, 2006, 20, pp. 69-100; Julie Hemment, *Empowering Women in Russia. Activism, Aid and NGOS*, Bloomington Indiana, Indiana University Press, 2007 ; Susan Zimmermann, « The Institutionalization of Women and Gender Studies in Higher Education in Central and Eastern Europe and the Former Soviet Union : Asymmetric Politics and the Regional-Transnational Configuration », in *East Central Europe/ECE*, 2007-2008, 34-35, 1-2, pp. 131-160 ; Eva Fodor, Eszter Varsa, « At the Crossroads of East and West: Gender Studies in Hungary », in Christine Ellen Bose, Kim Minjeong (éds.), *Global Perspectives on Gender Research : Transnational Perspectives*, New York, Londres, Routledge, 2009, pp. 290-307 ; Katerina Pishchikova, *Promoting Democracy in Postcommunist Ukraine : The Contradictory Outcomes of US Aid to Women's NGOs*, Boulder, Colorado, FirstForum Press, 2011 ; Krasimira Daskalova (éd.), « The Birth of a Field. Women's and Gender Studies in Central, Eastern and South-Eastern Europe, I », *Aspasia. The International Yearbook of Central, Eastern and South East European Women's and Gender History*, 2010, 4, p. 155-205 ; *Id.* (éd.), « The Birth of a Field. Women's and Gender Studies in Central, Eastern and South-Eastern Europe, II », *Aspasia. The International Yearbook of Central, Eastern and South East European Women's and Gender History*, 2011, 5, p. 128-203.

[5]Ioana Cîrstocea, « Eléments pour une sociologie des études féministes en Europe centrale et orientale », *International Review of Sociology/ Revue internationale de sociologie*, 20, 2, 2010, pp. 321-346 ; *Id.*, « The Transnational Feminism in the Making: the Case of Post-Communist Eastern Europe », in Claudette Fillard, Françoise Orazi (éds.), *Exchanges and Correspondence: the Construction of Feminism*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2010, pp. 64-83 ;;*Id.*, « Lieux et formes de transnationalisation du féminisme: le cas de l'Europe de l'Est depuis 1990 », in Marie-Pierre Arrizabalaga *et al.* (éds.), *Femmes sans frontières: stratégies transnationales féminines face à la mondialisation (XVIIe-XXe siècles)*, Berne, Peter Lang, 2011, pp. 385-402 ; *Id.*, « Après la chute du mur de Berlin : voies et formats du féminisme transnational », in Françoise Picq, Martine Storti (dir.), *Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques. Congrès international féministe, Paris décembre 2010*, Paris, racine de iXe, 2012, pp. 160-169.

[6]Nira Yuval Davis, *Gender and Nation*, Londres, New York, Sage, 1997.

[7]Ann Snitow (voir *infra*), à qui nous renouvelons ici notre gratitude pour le support apporté à ce travail. Nous remercions également toutes les personnes qui ont répondu à notre enquête et nous ont fourni des documents et

provenance des archives du Open Society Institute et différents types de sources secondaires (études publiées, informations accessibles en ligne) sont également mobilisés de façon ponctuelle. Il s'agit de présenter d'abord la genèse du réseau, ses ressources et ses activités menées pendant les premières années d'existence, pour discuter par la suite deux éléments centraux de son idéologie, à savoir la « sororité »[8], respectivement la « division Est-Ouest »[9]. Nous allons de la sorte montrer que tout en pratiquant l'internationalisme et en inventant de nouveaux registres d'action politique, les militantes du NEWW contribuent à reproduire pendant la première décennie postcommuniste un clivage idéologique propre à la guerre froide, qui est en quelque sorte la raison d'être du réseau.

« Faire naître un dialogue féministe à travers les frontières »

L'initiative du NEWW a été lancée en 1990 à New York, lorsque, interpellées par une intervention polémique à l'occasion d'un congrès[10], quelques universitaires américaines décidèrent d'organiser une rencontre internationale afin d'apprendre davantage sur les expériences et préoccupations des femmes des pays est-européens. La réunion fut préparée par un petit groupe de militantes « historiques » du mouvement états-unien pour la libération des femmes qui mobilisèrent avec un franc succès leur expérience et leur savoir-faire en matière de communication, organisation, diffusion d'informations et collecte de fonds. Connue comme la première rencontre des femmes « Est-Ouest » organisée dans un cadre non-officiel, elle eut lieu en juin 1991 à Dubrovnik (en Yougoslavie à l'époque) et réunit une soixantaine de participantes.

Les fondatrices

Initiatrice et leader symbolique du NEWW, Ann Snitow est professeure de littérature et études féministes à la New School for Social Research (NSSR). Née en 1943 dans une famille éduquée de condition moyenne et politisée à gauche, elle est titulaire d'un doctorat délivré par l'Université de Londres en 1978. Connue depuis les années 1970 dans les milieux états-uniens en tant que féministe radicale et militante pacifiste, elle a participé à la création des programmes d'études féministes à l'Université Rutgers (New Jersey) et à la NSSR, a écrit plusieurs livres populaires ainsi que des contributions à des publications périodiques et ouvrages collectifs féministes. Elle a animé pendant plusieurs années une des premières émissions féministes diffusées sur les chaînes radio américaines et elle est décrite par ses collègues comme une « une organisatrice brillante » et « une centrale féministe à elle

---

des contacts. Cette recherche a bénéficié de l'appui de la Commission franco-américaine Fulbright ainsi que de l'accueil de l'Institute for Research on Women à Rutgers University (New Jersey). Les entretiens et les matériaux d'archives originaux sont en anglais et traduits vers le français par nos soins.

[8]*Sisterhood*, la solidarité des femmes par-delà les frontières concrètes et symboliques, cf. Robin Morgan, *Sisterhood Is Powerful*, Random House, 1973 ; *Id.* (éd.), *Sisterhood Is Global. The International Women's Movement Anthology*, New York, Anchor Press/Doubleday, 1984 (1996, New York, Feminist Press).

[9]*East-West divide, cf.* Mihaela Frunză, Theodora Eliza Văcărescu (éds.), *Gender and the (Post) East/West Divide*, Cluj-Napoca, Limes, 2004.

[10]L'écrivaine et sociologue croate Slavenka Drakulic (http://slavenkadrakulic.com) intervint sur la condition des femmes dans les pays socialistes à l'occasion de la Socialist Scholars' Conférence, événement traditionnel de la gauche intellectuelle américaine depuis le début des années 1960, organisé de 1983 à 2004 par l'Université New York sous la responsabilité du sociologue Bogdan Denitch (cf. http://www.leftforum.org/about/history visité le 13.02.2013). Voir aussi Ioana Cîrstocea, « Après la chute du mur de Berlin… », *op. cit.* pour plus de détails.

seule »[11]. A part la curiosité envers la vie des femmes sous le socialisme, elle se dit attirée par les pays d'Europe de l'Est en raison des bouleversements politiques - à ses yeux une opportunité pour renouveler la réflexion et l'action féministes forgées dans l'expérience du mouvement américain pour la libération des femmes : « *Elles* (les femmes est-européennes, n.n.) *allaient connaître le capitalisme et elles pensaient que ce serait formidable ; mais nous ici nous savions qu'il allait y avoir des problèmes – le néolibéralisme en train de s'installer à ce moment-là était terrible*[12] *; « nous étions des féministes radicales, nous aurions aimé que le postcommunisme fût une période de renouvellement du militantisme social, un temps de nouvelles opportunités et de changement* »[13].

D'autres personnes partageant son histoire militante et/ou ses dispositions politiques l'entourent, notamment des universitaires spécialistes des études sur les femmes/sur le genre et/ou l'aire culturelle est-européenne, voire, plus généralement, des femmes s'intéressant à la région ex-soviétique en raison de leurs histoires individuelles et familiales marquées par l'exile et/ou par un engagement politique de gauche. Nanette Funk par exemple enseignait en 1990 la philosophie et les études allemandes à l'Université New York, était active dans divers groupes féministes marxistes, participait aux congrès des universitaires socialistes depuis les années 1970 et avait voyagé en Europe de l'est pour ses recherches. En entretien elle mentionne ses contacts en Allemagne de l'est, Yougoslavie, Hongrie et Russie ainsi que les familles de ses grands-parents basées à Bratislava et Belgrade. Présente à Berlin au moment de la chute du Mur, elle se dit « fascinée » par la « transformation en train de se faire » et trouve « extrêmement passionnante » la possibilité d'y assister tout en s'interrogeant sur la condition des femmes et les possibilités de lutter contre les formes d'injustice de genre en voie d'émerger[14]. Elle décrit son engagement auprès du NEWW comme une expérience intellectuelle et politique stimulante ayant réellement mérité « d'y investir sa vie ». A un moment d'essoufflement des énergies politiques aux Etats-Unis, s'orienter vers l'Europe de l'est était également une modalité de rester politiquement active en reconvertissant un habitus militant : « *Il ne se passait pas grand chose en matière de féminisme par ici à la fin des années 1980, le mouvement était entré dans une sorte de mort clinique…* »[15].

Sonia Jaffe Robbins fut une des principales animatrices du NEWW au quotidien pendant les premières années. Issue d'une famille communiste[16] et titulaire d'un diplôme universitaire de littérature et journalisme, elle militait dans le mouvement pour la libération des femmes depuis les années 1970. En train de préparer des concours pour l'obtention d'un poste permanent à l'Université New York à l'époque du lancement du réseau, elle abandonna cependant l'ambition d'une carrière académique choisissant de se consacrer pleinement au travail militant et elle devint la première administratrice du NEWW, qui l'embaucha entre 1993 et 1996. Remémorant en entretien cette époque-là, elle la qualifie comme « l'expérience la plus passionnante de (sa) vie » et elle considère l'occasion de rencontrer des femmes est-européennes et de développer des solidarités féministes transatlantiques comme une modalité de renouer avec ses racines politiques et sociales. Tout comme Nanette Funk, elle voit dans la

[11]Entretiens avec Nanette Funk (13.09.2010), Joanna Regulska (19.10.2010), Sonia Jaffe Robbins (3.10.2010). Dans ses propres termes, elle est « une féministe qui a eu un emploi à l'université » (entretien avec Ann Snitow, 2.10.2010). Se rapporter à Barbara Love, *Feminists Who Changed America (1963-1974)*, Urbana, University of Illinois Press, 2006, page 433 pour une notice biographique.
[12]Entretien du 2.10.2010.
[13]Entretien du 19.09.2010.
[14]Entretien du 13.09.2010.
[15]*Id.*.
[16]Comptant plusieurs membres très engagés, la famille avait été fortement marquée par le maccarthysme (entretien du 3.10.2010); voir aussi Sonia Jaffe Robbins, « What Did I Knew and When Did I Knew It? », in Judy Kaplan, Linn Shapiro (éds.), *Red-Diapers: Growing-up in the Communist Left*, Urbana, University of Illinois Press, 1998, pp. 103-109.

mise en place du NEWW la renaissance de sa politique féministe : « *Il y avait une sorte de reflux du féminisme aux Etats-Unis, un* backlash *républicain contre le libéralisme, le féminisme, les droits (…) Dubrovnik nous a apporté un élan immense (…), le NEWW nous a aidées à retrouver notre énergie militante* »[17].

Joanna Regulska, enfin, est notamment à l'origine des connexions institutionnelles du NEWW avec les promoteurs américains de la démocratie en Europe de l'est. Géographe de formation, elle est née en Pologne dans une famille de couches supérieures intellectuelles. Elle avait quitté son pays et suivi des études postuniversitaires aux Etats-Unis au début des années 1980 où elle avait entamé une carrière académique participant entre autres à la mise en place des programmes d'études féministes à l'Université Rutgers. Pendant les dernières années de la décennie 1980 elle y organisait un programme d'échanges académiques, qu'elle qualifie rétrospectivement comme une forme *sui generis* de militantisme féministe transnational : son objectif était d'impulser et soutenir le développement des enseignements et des recherches en études sur les femmes et le genre dans les universités est-européennes[18]. Depuis le début des années 1990 elle a participé à de nombreux projets internationaux orientés vers la réforme de l'administration locale dans son pays d'origine et elle fut également très active dans la mise en place des études sur le genre en Europe de l'est et l'ancienne Union Soviétique, notamment à travers les programmes de la Central European University et du Open Society Institute (Soros) dont elle a dirigé quelques uns. Véritable figure de passeur culturel, elle interprète son engagement auprès du NEWW et plus généralement ses projets en Pologne et en Europe de l'est comme une modalité d'équilibrer son identité éclatée d'exilée et de la valoriser en tant que ressource pour une politique féministe transnationale.

L'engagement transatlantique de ces femmes traduit des mécanismes subjectifs et sociaux complexes, combinant logiques personnelles et logiques politiques et correspondant également aux conditions particulières de la fin de la guerre froide. Elles partagent une représentation de la chute du Mur de Berlin comme un moment d'ouverture de nouveaux espaces et de nouvelles possibilités pour l'action politique féministe. Il s'agit d'élaborer et mettre en œuvre des idées progressistes, voire d'essayer d'injecter une pensée féminisme à la base même des nouvelles démocraties, tout en alimentant leurs propres carrières académiques de nouveaux projets de recherche, contacts et publications. Leur investissement politique orienté vers l'Europe de l'est se nourrit également d'une propension à se reconnecter avec des passés familiaux[19]. Enfin, pour quelques unes d'entre elles, échanger avec les femmes des pays ex-socialistes était aussi une opportunité de confronter leurs idées politiques avec l'écho de l'expérience vécue du socialisme. Comme l'indiquent certains témoignages personnels ainsi qu'une importante littérature consacrée au « malentendu Est-Ouest », cette confrontation a pu s'avérer difficile et douloureuse[20].

Enfin, sans devenir formellement des membres du NEWW, des figures du monde intellectuel et militant féministe de la Côte-Est connues pour leur engagement dans les études féministes et/ou de la défense institutionnelle des droits des femmes ont investi dans le réseau support symbolique et aide concrète : il s'agit d'Ellen Willis, Barbara Echrenreich, Katta Pollitt, Vera Zolberg, Zillah Eisenstein, Mariam Chamberlain, Marjorie Lightman, Rhonda

[17]Entretien du 3.10.2010.

[18]Entretien du 19.10.2010. Voir aussi http://sciencewomen.rutgers.edu/sites/default/files/resume/128cv.pdf (page personnelle sur le site de Rutgers University) et http://hdl.handle.net/2027.42/55694 (entretien biographique sur le site du projet « Global Feminisms » de l'Université de Michigan).

[19]La dimension quasi-thérapeutique de leur rencontre avec les femmes est-européennes transparaît dans les entretiens, lorsque le terme « résilience » est utilisé pour désigner leur rapport émotionnel avec l'Europe de l'est, leur mémoire familiale et leur engagement politique transnational pendant les années 1990.

[20]Nanette Funk, « Fifteen Years of the East-West Women's Dialogue », in Janet Elise Johnson, Jean C. Robinson (éds.), *Living Gender after Communism*, Bloomington, Indianapolis, Indiana University Press, 2007, p. 203-226.

Copelon[21]. Ce cercle de sociabilité est une ressource stratégique qui assure les connexions du NEWW avec les milieux universitaires ainsi qu'avec les milieux philanthropiques et politiques états-uniens.

L'événement originaire et ses suites

Après une série de rencontres et des échanges soutenus de correspondance pendant l'été 1990, une invitation fut adressée par les fondatrices new-yorkaises à quelques dizaines de femmes est-européennes repérées grâce aux différents carnets d'adresses des premières : *« Nous sommes un groupe de travail espérant pouvoir devenir un réseau de femmes féministes ; nous sommes toutes écrivaines, professeures, militantes féministes (...) Nous apprenons avec inquiétude le fait que les femmes de l'Est se confrontent au risque de perdre leurs droits (…). Notre objectif consiste d'abord à faire naître un dialogue est-européen, à travers les frontières nationales, ensuite à transmettre notre expérience pour ce qui est du développement d'un mouvement de libération des femmes, à partager nos succès mais aussi nos échecs dans le combat pour les droits des femmes dans une économie de marché »*[22].

Les organisatrices portèrent leur choix sur la ville de Dubrovnik, station touristique réputée pour son cadre naturel et son histoire mais aussi internationalement connue en raison de l'Inter-University Center (IUC), un consortium académique fondé au début de la décennie 1970 sur l'initiative des Nations Unies afin de faciliter les contacts intellectuels entre les deux blocs idéologiques[23]. De nombreuses écoles d'été et conférences internationales y ont été organisées pendant les années 1970 et 1980, dont quelques unes touchant à des thématiques féministes[24]. Grâce aux fonds recueillis par le noyau fondateur pour couvrir les frais de voyage et de séjours, 65 femmes s'y sont réunies du 7 au 9 juin 1991 (19 Américaines, 21 Yougoslaves, 9 Polonaises, 5 Tchèques, 5 Allemandes, 4 Bulgares, une Roumaine, une Grecque et une Ukrainienne[25]), dont certaines allaient être longtemps présentes sur la scène politique et intellectuelle est-européenne et/ou internationale des droits de l'homme et des droits des femmes[26]. Parmi les participantes, quelques unes ne connaissaient à l'époque rien au féminisme, d'autres quittaient leurs pays pour la première fois, certaines sont venues accompagnées de membres de leurs familles.

Plusieurs sessions thématiques et ateliers figurent sur le programme de la manifestation, ainsi que des groupes de prise de parole. Ann Snitow souligna dans son une allocution d'ouverture l'importance de la solidarité féministe et du militantisme internationaux, aptes d'après elle à inspirer et à soutenir l'émergence de groupes militants au niveau national. Autour du slogan « la démocratie sans les femmes n'est pas une (vraie) démocratie », Slavenka Drakulic[27] fit également une intervention en réunion plénière. Centré sur la dégradation de la condition des femmes dans les pays postsocialistes, son exposé cite un

[21]Cf. Barbara Love, *Feminists Who Changed America*, *op. cit.* pour des notices biographiques.
[22]Lettre du 29.10.1990, signée « *In sisterhood, Ann Snitow for the Organizing committee in formation* » (archives d'Ann Snitow).
[23]http://www.iuc.hr. Sur les politiques de l'UNESCO pendant la guerre froide, voir Chloé Maurel, « L'UNESCO: une plate-forme pour les circulations transnationales des savoirs et des idées (1945-1980) », in *Histoire@Politique*, 15, 2011 (www.histoire-politique.fr).
[24]Nanette Funk y a participé et a rencontré certaines de ses futures amies est-européennes (entretien avec Nanette Funk, 13.09.2010).
[25]Selon nos interlocutrices, les organisatrices yougoslaves auraient refusé d'inviter des femmes soviétiques à Dubrovnik. Les activités du réseau se sont élargies par la suite en direction de l'ex-URSS (cf. *infra*).
[26]Par exemple Malgorzata Tarasiewicz, directrice de NEWW-Polska, ou Sonja Licht, présidente de Open Society Foundation Serbie, co-présidente de Helsinky Citizens' Assembly.
[27]Cf. *supra*, note 10.

rapport des Nations Unies dénonçant la baisse de la représentation politique, la ségrégation occupationnelle, la montée de la pauvreté, la prolifération de la pornographie et de la prostitution, ainsi que les menaces à l'encontre de la liberté des droits reproductifs dans les pays ex-socialistes. Toutes les deux ont insisté sur le potentiel émancipateur de la « sororité » (*sisterhood*) entendue comme la condition commune des femmes par-delà leurs différences, ainsi que sur la nécessité de bâtir des solidarités à travers les frontières afin de faire entendre des revendications féministes et pouvoir les faire peser dans le débat politique.

Parmi les thèmes abordés en ateliers, mentionnons quelques unes à titre d'exemple : femmes et famille, femmes et travail, sexualité et santé de la reproduction, participation et représentation politique des femmes, modèles d'organisation féministe et stratégies pour mettre en place des recherches et des enseignements sur le genre. Très peu de participantes ayant préparé et fait circuler à l'avance leurs contributions, le programme de la conférence fut finalement très souple, il laissa du temps pour de longs échanges informels et connut également des retournements qui ont pu déstabiliser les organisatrices. Ainsi, l'atelier sur le travail, qui devait être animé par une dirigeante syndicale polonaise, n'eut finalement pas lieu, faute de volontaires[28]. Dans les échanges ultérieurs, les représentations différentes du travail féminin allaient devenir une thématique centrale du « malentendu Est-Ouest » : alors que les Est-européennes critiquent l'obligation de travailler instituée par les régimes socialistes, les Américaines insistent sur l'importance de l'indépendance économique des femmes. Le format du groupe de prise de parole (*consciousness raising group*, élément classique du répertoire d'action des féministes américaines depuis les années 1970) fut recommandé vivement à Dubrovnik comme un outil permettant de se connaître, de formuler des problèmes communs et d'ouvrir la voie à la construction politique de la solidarité féministe. Il s'avéra cependant choquant pour quelques unes des participantes est-européennes, qui le trouvèrent intrusif et n'acceptèrent pas l'idée d'aborder leurs expériences intimes devant des personnes inconnues[29]. Cela renvoie encore à la « division » : en réaction à leur expérience du contrôle politique exercé par les régimes communistes sur la vie privée des citoyens, les Est-européennes se méfient du slogan féministe occidental « le personnel est politique ». Enfin, accoutumées à des réunions politiques formalisées voire rigidement organisées, quelques unes d'entre elles ont raillé les conversations décontractées sur des sujets et des expériences quotidiennes des femmes les trouvant pas assez sérieuses et même dépourvues de tout intérêt. De tels incidents annoncent bien la couleur de ce qui allait être vécu et amplement analysé par la suite en termes de « choc culturel ». Nos interlocutrices ont remémoré en entretien leur étonnement devant l'altérité inattendue révélée par la rencontre transatlantique tout aussi bien que la difficulté pratique et symbolique à proclamer l'identité collective de femmes qui n'avaient pas les mêmes expériences politiques et sociales.

La rencontre s'acheva par une discussion générale sur les possibles suites à donner aux échanges internationaux, dont il est utile de détailler ici le contenu afin de restituer la vision et l'énergie originaires du groupe, source et référence de ses activités pendant les années à venir. Ainsi, il y fut question de créer un groupe de pression auprès des Nations Unies ; de constituer et d'entretenir une base de données réunissant les coordonnées des personnes-ressources pour le féminisme en Europe de l'est ; d'établir l'infrastructure nécessaire pour la communication internationale, l'échange d'informations et le travail sur des projets communs (la question d'un réseau informatique est évoquée) ; de publier un bulletin périodique d'information ainsi que des rapports par pays sur les questions des droits des femmes ; d'organiser une chaîne téléphonique internationale ; de diffuser en direction des publics est-européens des classiques de la littérature féministe américaine ; de mettre en place des programmes d'échanges académiques, bourses et stages d'apprentissage dans les institutions états-uniennes et

[28]Entretien avec Sonia Jaffe Robbins, 3.10.2010.
[29]Entretiens avec Nanette Funk (13.09.2010) et Sonia Jaffe Robbins (3.10.2010).

internationales ; d'aider à la fondation en Europe de l'est de centres d'études, programmes et associations féministes ; de lancer à cette fin des collaborations avec les programmes internationaux déjà présents dans la région[30]. Une déclaration commune adoptée à la fin de la réunion et diffusée largement grâce aux journalistes présents sur place résume tous ces éléments et souligne l'ambition du NEWW à contribuer au « développement d'un mouvement populaire des femmes en Europe centrale et orientale ».

Après la rencontre de Dubrovnik, le réseau a dans un premier temps fonctionné de manière informelle. Un nombre de participantes pouvant aller jusqu'à 50 personnes se rencontraient régulièrement dans l'appartement d'Ann Snitow et elles gardaient le contact via une chaîne téléphonique. Un groupe de réflexion fut établi à l'Université New York, devenu plus tard un séminaire régulier[31] centré sur la présentation et la discussion de travaux portant sur les pays ex-socialistes. Des annuaires réunissant les informations de contact des membres et sympathisantes, ainsi qu'un bulletin périodique furent également mis en place, le dernier ayant pour vocation de collecter et diffuser des informations sur des conférences et publications, des projets collectifs, des fonds disponibles pour la recherche, de nouvelles initiatives féministes dans les pays d'Europe de l'est. Différentes évolutions sociales et politiques susceptibles de faire l'objet d'une réflexion et/ou d'une mobilisation féministes furent abordées en présence de juristes et d'expertes féministes américaines, par exemple des projets de lois entravant les droits des femmes (loi sur l'avortement en Hongrie, nouvelle Constitution en Russie) ou la question des viols de guerre en Yougoslavie, abordée aussi au titre de la campagne « Women's Rights Are Human Rights » lancée par le Centre for Global Women's Leadership (Université Rutgers) en 1991.

Le secrétariat du réseau recevait 100 messages par jour en 1995, les documents internes font état de 2000 membres et sympathisantes en 1998, en sorte que le groupe informel se voit vite déborder par l'ampleur des échanges. La question de la normalisation fut ainsi soulevée et le NEWW finit par se mouler dans un format institutionnel d'organisation non gouvernementale se dotant d'une identité lisible sur le marché des projets associatifs. Des services professionnels de consultance furent sollicités également et le réseau embaucha des personnes dotées d'une expérience managériale, capables de travailler avec des appels de fonds et des budgets comptables. Les projets institutionnels ont démarré en 1994 et ils ont bénéficié du support financier de fondations et programmes gouvernementaux américains et internationaux. A titre d'exemples, évoquons rapidement *« Book and Journal »* (dons de publications féministes à l'intention de divers groupes actifs dans les pays ex-socialistes) ; « *East-East Legal Initiative »* (bourses de formation au droit international en matière d'égalité des sexes et droits humains et stages de familiarisation avec les pratiques et les ressources des institutions internationales) ; « *On-Line Project* » (construction d'un réseau de communication électronique et formation des femmes est-européennes aux nouvelles technologies)[32].

Depuis sa fondation, le NEWW a connu plusieurs moments (parfois conflictuels) de redéfinition de ses objectifs et priorités politiques. Doté d'une branche polonaise depuis la fin des années 1990[33], il est actuellement connu comme une des plus actives et des plus visibles institutions régionales de défense des droits des femmes et il reste un repère pour l'émergence d'une réflexion théorique et pour le développement de la pratique et de l'expertise féministes dans l'espace ex-soviétique.

[30]Notes d'Ann Snitow au congrès de Dubrovnik.
[31]Il fonctionne encore à ce jour, ses activités peuvent être suivies sur http://gendertransformationeurope.wordpress.com.
[32]Se référer à Ioana Cîrstocea, « Après la chute du mur de Berlin… », *op. cit*. pour davantage de détails.
[33]http://www.neww.org.pl.

Ressources idéologiques du féminisme international : « sororité globale » et « malentendu Est-Ouest »

Au moment du lancement du NEWW, la « sororité » était une référence bien établie dans la pratique ainsi que dans le répertoire idéologique des groupes militants occidentaux actifs dans les mouvements pour la libération des femmes. Les animatrices américaines du réseau proviennent de ces groupes-là et elles réactualisent leurs dispositions militantes en inventant après la fin de la guerre froide une forme de solidarité qui dépasse les cadres précédemment propres à leur activisme politique. Elles font revivre la référence à la solidarité féministe en dépit et par-delà les critiques – qu'elles n'ignorent pas – exprimées par des courants de pensée non hégémoniques. En effet, pendant la décennie 1980, des voix se réclamant du *Black feminism* et du féminisme postcolonial avaient dénoncé l'homogénéité du sujet « femmes » et la solidarité féministe universelle, appelant à faire reconnaître les différences entre les femmes tout aussi bien que les formes de domination complexes, au croisement de différents rapports sociaux (classe, race, positionnement géopolitique, etc.)[34].

Si les membres du NEWW basées aux Etats-Unis incarnent effectivement la catégorie hégémonique de « féministes occidentales » - elles sont blanches, éduquées, disposent de ressources économiques relativement importantes et sont citoyennes d'un Etat superpuissant -, elles ne composent pas elles-mêmes un groupe complètement homogène, tandis que leur pratique de l'internationalisme n'est pas aveugle aux inégalités et aux différences entre les femmes. Lorsqu'elles lancent leur appel au dialogue international - et ce faisant elles donnent une nouvelle impulsion à leurs propres carrières militantes et/ou académiques - elles s'appuient sur un répertoire « historique ». Il s'agit de leur propre histoire - personnelle, familiale et politique - dans l'espace national, mais aussi de l'histoire des mouvements de libération des femmes au sens large, dont on sait que la pratique de l'internationalisme a été à la fois une ressource stratégique, un outil de combat politique et un enjeu proprement dit[35]. Dans le contexte politique et géopolitique de l'après-guerre froide, imaginé comme un moment propice au renouvellement de l'internationalisme, elles opèrent un changement d'échelle d'action et déplacent leur militantisme du niveau national au niveau transnational.

Pour résoudre la question de taille de la définition du féminisme – en tout cas d'une définition *a minima*, apte à orienter concrètement la pratique de la solidarité internationale, les animatrices du NEWW s'attachent à un principe à la fois théorique et opérationnel, qui consiste à considérer les inégalités de genre comme des invariants anthropologiques différemment actualisés selon le contexte socio-historique et politique. Dès lors, l'objectif du dialogue transatlantique n'est pas de trouver et d'imposer des solutions universelles pour les problèmes des femmes, mais de cultiver des dispositions critiques et identifier, dans des locations spécifiques, les questions qui seraient à politiser dans une clé féministe. Pour citer Ann Snitow, il s'agit de « repérer des points d'entrée pertinents pour la pensée féministe », voire de « comprendre ce que le féminisme a besoin d'être dans une situation donnée »[36]. Les Américaines se considèrent elles-mêmes comme des « accoucheuses » (« *facilitators* », « *enablers* ») de nouveaux féminismes et elles regardent leur activisme en direction des pays ex-socialistes comme une initiative censée contribuer à l'autonomisation (« *empowerment* ») des femmes de l'Est. Leur pratique militante tout aussi bien que leur réflexion permanente sur

[34]Voir pour un recueil de textes en traduction française Christine Verschuur (éd.), « Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements des femmes », dossier thématique de *Cahiers genre et développement*, 2010, 7.
[35]*Women's History Review*, 19, 4, 2010 (« International Feminisms »).
[36]Entretien avec Ann Snitow, 2.10.2010 ; voir aussi Ann Snitow, « Feminist Future in the Former East Bloc », in Marina Blagojevic *et alii* (eds.), *What Can We Do For Ourselves? East-European Feminist Conference*, Belgrade, Center for Women's Studies, Research and Communication, 1995, pp.141-155 ; *Id.*, « Cautionary Tales », in Jasmina Lukic *et alii* (eds.), *Women and Citizenship in Central and Eastern Europe*, Aldershot, Ashgate, 2006, pp. 287-297.

cette pratique montrent la conscience de leur propre position privilégiée : « *enable* », « *empower* » ne sont pas des mots neutres mais ils désignent, au contraire, une nette inégalité de ressources. Les écarts économiques et technologiques qui font réellement obstacle à la pratique de la solidarité transatlantique ne sont ni ignorés ni passés sous silence dans la pratique du NEWW. Le choix pragmatique de ces militantes consiste à répondre au rapport inégalitaire en inventant une forme *sui generis* de « politique transversale », une utopie féministe basée sur des interactions non-hiérarchiques et une organisation transparente, appuyées par l'usage engagé des nouvelles technologies[37] et le support collégial dans la profession académique et la société civile professionnalisée et internationalisée.

Aussi le NEWW a-t-il non seulement contribué à l'inclusion des « femmes est-européennes » (de certaines d'entre elles au moins) dans les arènes du féminisme globalisé, mais a également impulsé l'émergence d'une « voix différente » dans le chœur féministe. En effet, dans le cadre des échanges transatlantiques et grâce à eux, la catégorie identitaire « femmes est-européennes » a pu effectivement être investie politiquement et appropriée comme support d'affirmation de nouvelles actrices dans l'espace international de l'expertise sur le genre. De nouvelles figures de féministes ont été internationalement consacrées par des participations à des conférences et par des publications, des activités de recherche et d'enseignement menées dans des cadres transnationaux, des missions de consultance et des emplois auprès d'importantes organisations internationales. Un exemple que nous avons développé ailleurs est celui d'Anastasia Posadskaya, économiste russe directrice du centre d'études sur le genre à Moscou, pressentie pendant un moment comme leader est-européenne du NEWW. Après avoir participé à différents programmes du réseau, elle a intégré l'OSI (Fondation Soros) dont elle a dirigé un programme international de promotion des droits des femmes pendant plusieurs années, avant de commencer à travailler pour différents programmes des Nations unies[38].

On voit bien que, de manière assez paradoxale, tout en aspirant à créer des liens par-delà les frontières et en le faisant concrètement à travers de nombreux projets régionaux et transatlantiques, la solidarité internationale au sein du NEWW est productrice aussi de différence. Il est donc possible de la considérer comme une pratique performative, qui opère avec la catégorie « femmes est-européennes » tout en l'instituant. A part sa définition géographique, historique et culturelle, la notion « Europe de l'est »[39] est aussi une notion idéologique attachée au répertoire de représentations propres à la guerre froide. Dans le cadre que nous avons analysé ici, les « femmes est-européennes » sont les femmes socialisées pendant les régimes socialistes et elles sont projetées symboliquement comme une figure de l'altérité. Au fur et à mesure de la prolifération des échanges internationaux pendant la décennie 1990, elles ont appris à revendiquer collectivement cette altérité tout en se forgeant une place sur la carte du féminisme international. Pendant un certain temps, les activités développées autour du NEWW ont contribué à faire perdurer le « Deuxième Monde » après la

[37]Pour une synthèse sur le potentiel et les limites de l'activisme transnational « à distance », voir Elisabet Jay Fridman, « The Reality of Virtual Reality : The Internet and Gender Equality Advocacy in Latin America », *Latin American Politics & Society*, 2005, 47, 3, p. 1-34.

[38]Ioana Cîrstocea, « Se faire une voix : logiques internationales du féminisme est-européen (1990-2000) », communication au Quatrième Congrès international du réseau francophone des Associations de Science politique (ST 6. Savoir, réception institutionnelle du genre et mouvements de femmes : politisation ou dépolitisation ?).

[39]Se référer à Larry Wolff, *Inventing Eastern Europe : the Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*, Stanford, Stanford University Press, 1994 ; Maria Todorova, *Imaginaire des Balkans*, Paris, Editions de l'EHESS, 2011 (Oxford University Press 1997) sur les représentations orientalistes de l'Europe de l'est.

chute effective du Mur de Berlin et ils ont solidifié l'expérience du socialisme d'Etat en marqueur d'identité politique au sein de l' « espace (international) de la cause des femmes »[40].

Des schémas de représentation du monde et des dispositions militantes forgées grâce à la socialisation dans un monde bipolaire orientent l'activité des groupes féministes transnationaux pendant la décennie 1990. En ce sens, le NEWW incarne plusieurs passés « qui ne passent pas » et plusieurs histoires entrecroisées : histoire géopolitique du XXe siècle, histoire sociale et intellectuelle du féminisme américain et du féminisme occidental plus largement, différentes histoires familiales et personnelles marquées par l'exil et le déracinement. Les activités et l'évolution du réseau illustrent les modalités de déploiement des divisions idéologiques par-delà les cadres chronologiques communément acceptés pour marquer la fin de la guerre froide. Comme nous avons pu le montrer ici, l'ouverture de nouvelles possibilités de circulation internationale ne change spontanément ni les reflexes des acteurs sociaux ni les cadres symboliques dans lequel est inscrite leur pratique.

[40]Laure Bereni, *De la cause à la loi. Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000),* thèse de doctorat de l'Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne, 2007.